

## Politique économique algérienne en état de crise : réponses à la pandémie du covid 19

### Algerian economic policy in a state of crisis: responses to the pandemic covid 19

Smaili Nabila <sup>1\*</sup>

<sup>1</sup> Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, (Algérie), [nabila.smaili@ummto.dz](mailto:nabila.smaili@ummto.dz)

Date de réception : 12/06/2021; Date d'acceptation: 17/11/2021 ; Date de publication :31/12/2021

**Résumé :** L'Etat algérien fait face à une triple crise : pétrolière, politique, et sanitaire. En effet, les conséquences de la pandémie covid 19 et l'effondrement simultané des prix du pétrole frappent de plein fouet l'environnement macroéconomique algérien déjà vulnérable et fragile, mettant les nouvelles autorités aux prises avec une crise multiforme. Cependant le gouvernement algérien a rapidement réagi pour contenir la propagation du virus (COVID-19), en adoptant des mesures économiques, politiques et institutionnelles de grande ampleur pour soutenir la situation des agents économiques; entreprises et ménages.

Ce document aborde les conséquences économiques de la propagation du Covid et détermine les mesures de relance de la politique économique prises par le gouvernement algérien en comparaison à celles des autres pays arabes pour faire face à l'épidémie de Covid-19 et atténuer ses répercussions sur la croissance économique et l'emploi.

**Mots-clés :** Budget ; crise ; politique économique ; Covid 19 ; Algérie.

**Codes de classification JEL :** G38 ; H5

**Abstract:** The Algerian state is facing a triple crisis: oil, political, and health. Indeed, the consequences of the covid 19 pandemic and the simultaneous collapse in oil prices are hitting the already vulnerable and fragile Algerian macroeconomic environment hard, putting the new authorities in the grip of a multifaceted crisis. However, the Algerian government reacted quickly to contain the spread of the virus (COVID-19), by adopting large-scale economic, political and institutional programs to support the situation of economic agents; businesses and households.

This document discusses the economic consequences of the spread of the Covid and determines the economic policy stimulus measures taken by the Algerian government compared to those of other Arab countries to deal with the Covid-19 epidemic and mitigate its repercussions on economic growth and employment.

**Keywords:** Budget; crisis; economic policy; Covid 19; Algeria.

**JEL Classification Codes :** G38 ; H5

---

\* **Auteur Correspondant** Smaili Nabila. [NabilaSmaili@yahoo.fr](mailto:NabilaSmaili@yahoo.fr)

## **Introduction**

L'épidémie de Covid-19 est apparue en Chine en décembre 2019, le choc se propage en suite au monde entier et sur toute l'économie par l'intermédiaire de la libre circulation des personnes et des marchandises, en faisant des ravages<sup>1</sup>. C'est une crise sanitaire mais son impact dépasse le secteur de la santé pour toucher l'ensemble de l'activité économique.

L'Etat algérien n'a pas échappé à cette crise, il fait face à une triple crise : pétrolière, politique, et sanitaire. En effet, les conséquences de la pandémie covid 19 et l'effondrement simultané des prix du pétrole frappent de plein fouet l'environnement macroéconomique algérien déjà vulnérable et fragile<sup>2</sup>, mettant les nouvelles autorités aux prises avec une crise multiforme. Cependant le gouvernement a rapidement réagi pour contenir la propagation du virus (COVID-19), en adoptant un ensemble de mesures économiques, politiques et institutionnelles de grande ampleur pour soutenir la situation des agents économiques ; entreprises et ménages.

En effet, les autorités algériennes ont imposé dès le début de la crise sanitaire des mesures très strictes aux agents économiques qui consistent en la fermeture de toutes les entreprises, administrations, les hôtels et les restaurants, l'annulation des vols et la mise en quarantaine de toutes les personnes qui sont en déplacement sur le territoire national ou international. Tous les événements publics, privés, manifestations et activités pédagogiques, sportives et religieuses ont été annulés. Depuis le mois de mars 2020 des couvre-feux ont été imposés sur certaines wilayas.

Ce document aborde les conséquences économiques de la propagation du Covid et détermine les mesures de relance de la politique économique prises par le gouvernement algérien en comparaison à celles des autres pays arabes pour faire face à l'épidémie de Covid-19 et atténuer ses répercussions sur la croissance économique et l'emploi.

Ce plan de relance vise à atténuer l'impact direct du déclin soudain de l'activité économique, à soutenir le secteur institutionnel des entreprises et des ménages, et à préserver la capacité de production du pays.

L'étude s'est appuyée sur deux approches méthodologiques, une approche descriptive pour décrire les conséquences de la crise sanitaire sur l'activité économique et une approche analytique qui porte sur l'analyse de la palette des réponses du gouvernement à la pandémie.

### **I. L'économie algérienne avant la crise**

L'économie algérienne est largement dépendante de sa rente des hydrocarbures qui génère plus de 95 % des exportations, 60% des recettes fiscales et 19 % du PIB. L'évolution négative des cours et de la production des hydrocarbures ainsi que l'absence de diversification économique ont engendré une croissance très faible du PIB qui était de 1.4 % en 2018 et 1 % en 2019. Un ralentissement de la croissance a été enregistré aussi dans les secteurs hors hydrocarbures<sup>3</sup>; puisqu'elle passe de 3.3 % en 2018 à 2.6 % en 2019.

La réduction du volume des importations en 2019 de 9.5% par rapport à l'année 2018 notamment les restrictions prises par le gouvernement en matière d'importation de certains produits tels que les véhicules a conduit en grande partie au recule de la croissance de consommation privée.

Le niveau général des prix reste stable ; l'inflation est modérée, s'est établie à l'ordre de 2.7 % en 2019. Pour la même année, le chômage frôle la barre des 12 % avec un taux plus élevé particulièrement pour les jeunes 27%.

La chute des cours du pétrole a provoqué aussi la baisse des recettes fiscales directes et indirectes, cela a généré une augmentation du déficit budgétaire qui passe de 9.7% du PIB en 2018, 13% en 2019 ( c'est-à-dire 24 milliards de dollars)<sup>4</sup>; l'incidence de la fraude fiscale pourrait l'approfondir encore plus suite aux difficultés économiques auxquelles les agents économiques ménages et entreprises sont confrontés ;ce qui a engendré un effondrement des réserves de change à 44 milliards USD fin juillet 2020 (UN ,2019) contre 195 milliards en 2014.Ce déficit a été financé en grande partie par la planche à billets, où la Banque d'Algérie a fourni près de 56 milliards de dollar USD au Trésor public mais le gouvernement a suspendu ce financement non conventionnel en juin 2019.

La liquidité bancaire poursuit son évolution négative passant de 1.51 milliards de Dinar à fin 2018, à 0.91 milliards de Dinar à fin mai 2020<sup>5</sup>.Ce déclin est dû à la baisse des dépôts au niveau des banques commerciales suite à la chute des prix du pétrole et à la crise du Covid 19. Le déficit courant est compris entre 15 % et 22% du PIB entre 2015 et 2019.

**Tableau N° 1 : les indicateurs macroéconomiques des pays du Maghreb**

	Taux d'inflation		Taux de chômage		Déficit budgétaire		Balance des paiements % PIB	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Algérie	2	3.5	11.4	15.1	-13	-15	-9.6	-18.3
Maroc	0	0.3	9.2	12.5	-4.1	-7.1	-4.2	-7.8
Lybie	4.6	22.3	/	/	8.8	-7.2	-0.3	-6.6
Mauritanie	2.3	3.9	/	/	2.8	-2.6	-10.6	-17.3
Tunisie	6.7	6.2	14.9		-3.9	-4.3	-8.8	-7.5

Source : Fonds monétaire international Avril 2020

Le mouvement de la contestation populaire (Hirak) a impacté l'économie rentière depuis février 2019 et a conduit à un arrêt décisionnel suite à l'arrestation de plusieurs responsables politiques.<sup>6</sup>

Par ailleurs l'économie algérienne est gangrenée par le fléau de l'informel<sup>7</sup> et une bureaucratie lourde qui entravent le climat des affaires, en outre ,l'application d'une politique inéquitable des subventions à grande échelle et mal contrôlées ne fait que détériorer les finances de l'Etat et entraîne des gaspillages ainsi que la réduction de la part des investissements.

Tous les indicateurs macroéconomiques étaient en nette dégradation en 2019 (Tableau N° 1 ), la crise de 2020 n'a fait qu'aggraver une situation qui se trouvait déjà précaire. Ne voulant plus réactiver la planche à billets et réticentes au recours à l'endettement extérieur ;les autorités algériennes comptent dynamiser l'ensemble de l'économie et renflouer les caisses de l'Etat par l'adoption d'un plan stratégique de relance qui prévoit de nouvelles sources de financement.

## **II. Apport théorique : orientation de la politique économique**

La politique économique se définit d'une manière plus large comme étant un ensemble d'interventions des pouvoirs publics en vue de corriger les déséquilibres économiques jugés dommageables pour la société .C'est l'ensemble des objectifs que se fixent les Etats et les leviers sur lesquels ils peuvent agir sous certaines contraintes.

Les objectifs fixés par la politique économique sont multiples ; le traité de Lisbonne de 2007( Union Européenne) et la loi Humphrey-Hawkins 1978 (Etats Unis d'Amérique) ont défini les plus

essentiels : une croissance équilibrée, un plein emploi, une stabilité des prix, l'équilibre du budget et de la balance des paiements.

Kaldor<sup>8</sup> avait schématisé ces objectifs sous forme d'un carré qu'il a qualifié de magique en raison de la difficulté voire de l'impossibilité de les atteindre simultanément sur le long terme.

Dans la théorie économique, le débat sur la politique économique en situation de crise porte essentiellement sur l'impact du choix public (austérité ou relance) sur la croissance économique à court et à long terme.

La théorie se focalise principalement sur le multiplicateur d'investissement et l'effet d'éviction des dépenses publiques.<sup>9</sup>

Dans ce papier, il ne s'agit pas de réitérer un vieux débat tant argumenté (pourtant étrangement actuel) mais juste pour souligner que ce n'est pas la crise en elle-même qui affecte la croissance économique mais c'est la réponse des gouvernements à la crise, cette hypothèse a été confirmée à maintes reprises durant la crise des pays du l'Est asiatique en 1997 et la crise financière de 2007.

Le Covid 19 a donc entraîné une crise sanitaire et une baisse de l'activité économique. Les pouvoirs publics de la plupart des pays du monde ont donné la priorité à la maîtrise et à l'atténuation de la propagation du virus pour réduire le nombre de cas de covid 19 et alléger la pression sur les systèmes de santé<sup>10</sup>.

Le moyen le plus efficace d'endigement de virus covid 19 reste celui des mesures préventives, en Algérie ;celles-ci ont été appuyées par un plan de riposte élaboré par le ministère de la santé en collaboration avec l'Organisation Mondiale de la Santé, il s'articule sur la surveillance des cas suspects ,la prise en charge des malades, le dépistage, la mise en place des dispositifs d'hygiène et de veille et ce dès l'enregistrement du premier cas du corona virus en Algérie le 25 février 2020.Ces mesures ont été renforcées suite à la multiplication des foyers du virus par la promulgation de deux décrets exécutifs n° 20-69 du 21 mars et n° 20-70 du 24 mars 2020 qui portent sur des mesures de confinement de certaines régions, de restrictions quant à la circulation des personnes et de distanciation sociale.

Ce dernier planning s'est poursuivi jusqu'au 19 avril où il a été assoupli suite à la levée partielle du confinement et l'ouverture de tous les secteurs d'activité<sup>11</sup>.

Le défi direct de la politique économique dans la phase d'endigement de la pandémie est de soutenir les efforts visant à réduire la crise sanitaire et à contrôler la propagation du virus, ce qui nécessite une amélioration de financement du système de santé et un accroissement des dépenses qui lui sont destinées et cela en augmentant la capacité des soins intensifs hospitaliers ,fourniture de matériel de protection, soutien aux efforts de développement de tests, de traitements et de vaccins. Martin S. Eichenbaum et al (2020) constatent que plus les efforts déployés pour contrecarrer les effets de la crise du Covid 19 sont importants, plus son impact est limité.

Toutes ces mesures prises à l'échelle nationale devraient être élargies à l'échelle internationale en renforçant la coopération entre les différents pays en maintenant les échanges économiques notamment les produits alimentaires et de santé nécessaires pour vaincre l'épidémie et accroître les chances d'un redressement rapide et efficace.

La réactivité de la politique économique était pragmatique sur le court terme en fournissant beaucoup de liquidité et en soutenant les revenus des ménages et des entreprises puis en se concentrant sur des mesures plus durables qui porteront leurs résultats à long terme ,cela pour contenir les conséquences négatives des mesures de confinement, ce qui contribue au renforcement de la confiance et de la résilience de l'économie face à cette crise.

### III. Les implications de la crise sur la croissance économique et le marché du travail

Bien que le bilan sanitaire en termes de nouveaux cas et de décès en Algérie reste moyen en le comparant aux autres pays, la crise du Covid 19 a engendré un naufrage du système de santé algérien, un choc social et une urgence sur le plan économique. Les mesures de confinement prises par l'Etat ont accentué le ralentissement de la vie économique, ont touché tous les secteurs économiques en les impactant à des degrés différents :

On constate, selon les données de L'Organisation des Nations Unies 2020<sup>12</sup> que les entreprises publiques ont subi des pertes importantes qui menacent leur situation financière, la SNTF (entreprise de transport ferroviaire) et le groupe algérien de transport maritime ont perdu plus de 50% de leur chiffre d'affaires. L'arrêt des déplacements internationaux a cloué au sol pratiquement tous les appareils d'Air Algérie et Tassili air line, le déficit de la première entreprise est estimé à 270 millions de dollars US, pour la deuxième, il est évalué à 800 millions DA par mois. De ce fait, les dirigeants de ces entreprises envisagent des réductions de salaires de l'ordre 40 % au courant de l'année 2021.

Le réseau urbain et suburbain au niveau de la capitale a perdu 30 % de ses revenus. Le secteur touristique (hôtellerie et agence de voyage) a subi une perte équivalente à 27 milliards de dinars par mois.

Le secteur énergétique lui aussi n'a pas été épargné par la crise, le total de ses pertes s'élève à 10 milliards US pour l'entreprise Sonatrach et 466 millions de dollars pour Sonelgaz et Naftal, une réduction des effectifs a été envisagée par ces entreprises.

Quand aux PME privées ,60 % ont fermé leurs portes dès le début du confinement en mars 2019 ,70 % des travailleurs indépendants ont arrêté leur activité<sup>13</sup>

Les secteurs les plus touchés par la fermeture totale donc sont ceux concernant l'hôtellerie, les cafés et la restauration avec une baisse de l'ordre de (-2.7%) , l'industrie manufacturière et les transports (- 4.8 %) ,l'administration publique (2.9 %) et les services aux ménages (1.8%)<sup>14</sup>

Il convient de noter que le secteur agricole, l'agroalimentaire, le secteur du matériel médical et pharmaceutique n'ont pas été affectés et le commerce en ligne a enregistré une demande croissante

Tous ce manque à gagner entrave la capacité des entreprises publiques et privées à payer les salariés, à acheter des biens et services intermédiaires, à payer les intérêts, loyers et impôts dus, incapacité à régler leurs créances et leurs fournisseurs. Les entreprises doivent gérer alors un double choc celui de bilan pour éviter un endettement élevé et celui du compte exploitation. Pour éviter leur faillite, le gouvernement est intervenu financièrement pour alléger leurs difficultés temporaires de trésorerie.

La crise sanitaire a engendré des pertes d'emploi substantielles, le secteur public n'a pratiquement pas procédé aux licenciements des travailleurs et leur salaire continue à être versé même en étant confinés, ce qui n'est pas le cas des travailleurs du secteur privé. En effet près de 400 000 travailleurs ont vu leur nombre d'heures de travail se réduire, près de 50 000 autres se sont retrouvés au chômage total ou partiel et 180 000 accusent des retards dans la perception de leurs salaires.

L'agence nationale de l'emploi (ANEM) a enregistré une baisse d'offre d'emploi, le nombre de demandeurs d'emploi a chuté jusqu'à 8579 en Avril 2020 alors qu'il était de 67872 en début d'année.

Les conséquences étaient trop sévères aussi notamment pour les travailleurs informels qui n'ont ni de revenu ni de protection sociale.

Selon les estimations du FMI, le taux de chômage dépassera 15 % pour l'année 2021, car une grande part des travailleurs se sont retrouvés sans emploi, le nombre final des pertes dépendra de l'évolution de l'épidémie et les mesures prises pour faire face notamment la durée du confinement (FMI, 2020)

#### **IV. Rôle de la politique monétaire et budgétaire**

Aucun pays ni secteur d'activité n'a été épargné par la crise du Covid 19, même les économies fortes du monde ont du mal à faire face à cette crise. Cette dernière a mis en lumière le rôle que la politique budgétaire peut jouer dans l'élaboration de mesures de riposte dans les économies mondiales. Il convient de distinguer les mesures d'urgence et celles de relance, les premières servent à protéger l'appareil productif tandis que les secondes sont destinées à stimuler l'économie.

L'importance de la disponibilité des finances publiques permettant la mise en œuvre du plan de relance, cela apparaît avec la forte hausse de l'endettement public due à l'épidémie. Il consiste en une augmentation des dépenses publiques, le sacrifice des recettes (par exemple par le biais d'exonérations fiscales dont les plus courantes sont la suppression des cotisations de la sécurité sociale sur les revenus invariables et la suppression des impôts forfaitaires pour les petites entreprises) et des prêts accordés par le secteur public par le biais d'injections de capitaux et de garanties de prêts, un soutien financier et des subventions sont fournis aux activités économiques, en outre, le paiement des impôts a bénéficié des délais prolongés ainsi que par l'effet des «stabilisateurs automatiques du système économique local» qui sont liés aux caractéristiques du système fiscal et de la structure de l'économie locale tels que les impôts progressifs et les allocations de chômage qui agissent sur la stabilité des revenus et de la consommation.

D'autres mesures ont été appliquées par les administrations fiscales débitrices des montants d'impôts qui consistent en une accélération des remboursements d'impôts aux contribuables. Cette mesure a été adoptée par une grande partie des pays en développement.

Globalement, les mesures prises à ce jour ont consisté à supprimer les dépenses publiques non essentielles et à réaffecter ces fonds aux dépenses de santé et aux mesures d'aide d'urgence aux ménages et aux entreprises (Banque mondiale, 2020).

Dès le début de la pandémie, le ministère des Finances a alloué 12 643 milliards de dinars au secteur de la santé dont 473,6 millions de dollars US pour le matériel médical, 128,9 millions de dollars pour des primes destinées aux travailleurs de la santé et 69,5 millions de dollars US pour son développement. Ajoutant à cela des sommes faramineuses qui ont été dépensées pour l'importation des produits et d'équipements médicaux<sup>15</sup> ;

Plus de cinq millions de travailleurs algériens qui perçoivent un salaire de moins de 233 dollars US ont bénéficié d'une prime forfaitaire de solidarité qui est de l'ordre de 30 000 DA pour une durée de trois mois, 24 702 milliards de dinars ont été versés aux ménages vulnérables, 24,390 milliards de dinars aux agents de l'État, et 3 317 milliards de dinars au rapatriement des Algériens

bloqués à l'étranger (Banque mondiale ,2020).Par ailleurs plus de 600 000 familles touchées par la crise ont bénéficié des aides en nature. En outre ; l'allocation de solidarité du Ramadhan dont le montant est de 10000 DA a été distribuée à plus de 2 millions de ménages<sup>16</sup>.

La loi de finances rectificative promulguée en début de mois de juin 2020, a introduit aussi d'autres dispositions justement pour contrecarrer les effets de la pandémie de COVID-19 notamment sur le système de santé. En octobre de la même année, les autorités monétaires ont révélé que 564 milliards de dollars US (0,4 % du PIB de 2019) avaient été alloués aux différents secteurs en réponse à la pandémie de COVID-19. (Banque mondiale 2020).En outre la facture d'importations a été réduite de 10 milliards de Dinars ce qui équivaut à 6 % du PIB<sup>17</sup>.

Globalement, le solde du compte courant est resté stable à 9 milliards de dollars US durant le premier semestre de l'année 2020 en le comparant à celui de l'année 2019 malgré une forte variation dans ses composantes (Banque mondiale,2020) , le déficit budgétaire a atteint 15,5% du PIB vers la fin de l'année 2020.<sup>18</sup>

Les réactions du gouvernement algérien ont été rapides, il a même réquisitionné des entreprises pour la fabrication des produits désinfectants, des masques et des respirateurs et l'attribution des grands contrats de prestation de services aux entreprises nationales

Cependant, la politique budgétaire à elle seule ne peut être efficace sauf si elle est coordonnée fortement avec la politique monétaire. Pour cela les autorités monétaires à leur tête la Banque Centrale a fait baisser son taux directeur de 3.5% à 3,25 % le 15 mars, puis à 3 % le 30 avril et la diminution du taux de réserve obligatoire de 10 % à 8 % durant le mois de mars , puis à 6 % en avril et 3% en septembre 2020 , pour permettre un accroissement de la liquidité bancaire ce qui va réduire le coût du crédit et de la sorte la facilitation du financement des programmes spéciaux de l'Etat, des entreprises, et des ménages c'est-à-dire de l'économie toute entière. En outre, elle pourrait déterminer le niveau de la masse monétaire qui est en circulation dans une économie ce qui maintient l'inflation à un niveau stable (Bernanke, 2016), ou même la quantité de monnaie qu'elle pourra créditer sur les comptes de l'Etat. La Banque Centrale a aussi essayé d'assouplir ses ratios de liquidité et de solvabilité, elle a en parallèle instruit toutes les banques commerciales et établissement de crédit de différer le remboursement des dettes des particuliers et entreprises affectées par la Covid 19 et de prolonger leurs échéances. Ces clients qui ont bénéficié de prolongement de délai de remboursement peuvent en outre solliciter des prêts complémentaires. La taxe sur les bénéfices de sociétés introduite récemment a été suspendue.

Dans d'autres pays, la Banque Centrale a procédé aux achats massifs des obligations de l'Etat, et celles du secteur privé.

L'analyse des plans de relance mis en œuvre par les pays arabes pour faire face à la pandémie de Covid 19, en utilisant la méthode des composantes principales, comporte pratiquement les mêmes mesures prises par l'Algérie cependant leur intensité diffère d'un pays à l'autre.

Par simple comparaison des économies tributaires des hydrocarbures, on déduit que les dépenses budgétaires allouées à la crise sanitaire en Algérie restent faible qui sont évaluées à 0.4 % du PIB sachant qu'au Koweit, elles s'élèvent 1.5 % du PIB, au Nigeria 1.5 % du PIB et au Qatar 13% du PIB.<sup>19</sup>

Quant aux mesures de relance économique sur le long terme; qui consistent à trouver une échappatoire à une économie de rente basée sur le seul secteur des hydrocarbures, devraient

déboucher sur une élaboration des stratégies de diversification de l'économie algérienne et ce dès le début de l'année 2021

## **Conclusion**

La crise sanitaire du covid 19 a provoqué un choc inédit sur l'offre et la demande des biens et services ce qui a conduit à la chute de l'activité économique dans son ensemble et des pertes totales ou partielles de l'emploi.

En cette période de forte incertitude, la politique économique doit être pragmatique et réactive à l'évolution des besoins des agents économiques ménages et entreprises et leur insuffler de la confiance, elle doit aider ces agents à se projeter vers l'avenir.

Tous les pays du monde ont adopté des approches larges qui vont de la relance budgétaire et monétaire aux aides financières. Afin de trouver les réponses les plus efficaces, ils doivent élaborer des stratégies et étudier tous les outils dont ils disposent notamment sur le long terme, pour cela :il faudrait :

- Renforcer le dialogue social entre les différentes parties : gouvernement, employeurs , travailleurs ,institutions pour trouver des solutions.
- Effectuer des analyses comparatives des mesures de soutien prises au niveau national à celles d'autres pays et actionner toute la gamme des leviers offerts aux gouvernements.
- Stimuler l'activité économique par des prêts et soutiens financiers aux entreprises publiques et privées et soutenir les emplois et les revenus : cela passe par une politique budgétaire active et une politique monétaire conciliante.
- Elargir les mesures de protection sociale à tous les travailleurs notamment ceux du secteur informel, adaptation des régimes de travail et empêchement de la discrimination et l'exclusion sur les lieux de travail.

-Les autorités doivent investir dans des domaines prioritaires :

Le capital productif en accompagnant la mutation des business plans des entreprises innovantes, encouragement de l'économie circulaire, sécurisation des chaines logistiques pour les produits essentiels, développement du secteur agricole et touristique qui recèlent des potentialités énormes qui peuvent renflouer les caisses de l'Etat.

Le capital humain en repérant les compétences stratégiques à tous les niveaux de qualification en soutenant le développement des compétences des populations.

## Références

---

- <sup>1</sup> <https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/situation-reports> .Consulté le 20.05.2021
- <sup>2</sup> <https://www.france24.com/fr/20200411-covid-19-p%C3%A9trole-politique-l-alg%C3%A9rie-face-au-cauchemar-d-une-crise-multiple>.Consulté le 20.05 .2021
- <sup>3</sup> Bouklia Hassane Rafik, (2013), L'économie algérienne face à la diversification : quelles perspectives ? Les cahiers du CREAD n°105/106
- <sup>4</sup> Merzouk Abdelaziz, (2020), déficit budgétaire : endettement extérieur ou plénitude à billet ? article paru dans Algérie 360 ;consulté le 4.06.
- <sup>5</sup> Algérie Eco,2020.
- <sup>6</sup> Belmihoub, (2019), analyse de l'impact du "Hirak" sur l'économie:entretien avec le professeur Belmihoub .APS.
- <sup>7</sup> Smaili nabila (2018) : problématique de l'économie informelle en Algérie : cas de la wilaya de Tizi-Ouzou ; Thèse de doctorat en économie .Université Mouloud Mammeri
- <sup>8</sup> Frederic P. Miller , Agnes F. Vandome, John McBrewster (2010 ), Kaldor Nicholas : Économiste, Synthèse néoclassique, Keynésianisme, Post-keynésianisme, Carré magique de Kaldor, Économie
- <sup>9</sup> Christophe Chauvet (2016) , politique économique.Edition Dunod »PP :2
- <sup>10</sup> OCDE (2020) :L'Impact territorial du Covid-19 : Gérer la crise entre niveaux de gouvernement
- <sup>11</sup> ONU (2021), Impact de la crise covid-19 sur les secteurs de la pêche et de l'aquaculture en Algérie
- <sup>12</sup> ONU(2020), analyse rapide de l'impact socio-economique du covid-19 sur l'Algérie
- <sup>13</sup> OIT (2020) , le COVID-19 et le monde du travail. Troisième édition Estimations actualisées et analyses
- <sup>14</sup> Banque mondiale (2020) , la note de conjoncture sur l'Algérie faite par la Banque mondiale .Automne 2020
- <sup>15</sup> Banque mondiale (2020), Algérie Traverser la pandémie de COVID-19, engager les réformes structurelles
- <sup>16</sup> IDEM
- <sup>17</sup> IDEM
- <sup>18</sup> Idem
- <sup>19</sup> Banque mondiale(2020), commercer ensemble :vers une relance de l'intégration de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord à l'ère post-COVID